

N° 885.

LITHUANIE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un Arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation. Kovno (Kaunas), le 10 juin 1924.

LITHUANIA AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting a provisional Arrangement with regard to Commerce and Navigation. Kovno (Kaunas), June, 10, 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 885. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS LITHUANIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION. KOVNO (KAUNAS), LE 10 JUIN 1924.

No. 885. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LITHUANIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS, CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT WITH REGARD TO COMMERCE AND NAVIGATION. KOVNO (KAUNAS), JUNE 10, 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 26 mai 1925.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 26, 1925.

I.

RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

KAUNAS, le 10 juin 1924.

EXCELLENCE,

1. Les GOUVERNEMENTS LITHUANIEN et NÉERLANDAIS désirant développer les relations commerciales entre la Lithuanie et les Pays-Bas, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Lithuanie est disposé à garantir, à la réserve des restrictions exprimées aux paragraphes 6, 7 et 8 de la présente et à condition de réciprocité, aux ressortissants néerlandais, aux sociétés néerlandaises (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation, et aux produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, dans le territoire lithuanien un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé.

Cette disposition ne portera pas atteinte aux dispositions en vigueur en Lithuanie en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas ; ni aux droits de la Lithuanie de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés néerlandais en Lithuanie ; l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions ; ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit ; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales ; le paiement des impôts.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. Les bâtiments néerlandais jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales de la Lithuanie d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments lithuaniens ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée, le Gouvernement lithuanien se réservant, toutefois, le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments lithuaniens.

4. Le Gouvernement lithuanien s'engage, en outre, à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers la Lithuanie y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant des ou destinés aux Pays-Bas, et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions, etc., un traitement au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux lithuaniens ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété plus favorisée.

Cette disposition, pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises, ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

5. Le Gouvernement lithuanien s'engage de plus à appliquer, à condition de réciprocité, les dispositions du présent Arrangement aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de ces pays et à leurs ressortissants, sociétés et bâtiments.

6. Il est bien entendu que les dispositions du présent Arrangement n'accordent à aucune des Parties contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle le Gouvernement lithuanien ou le Gouvernement néerlandais ont adhéré ou adhéreront à l'avenir.

7. Les Pays-Bas ne pourront, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Lithuanie a accordées ou accordera à l'avenir à un des États baltiques (Finlande, Esthonie, Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un état tiers.

8. Les Pays-Bas ne pourront pas exiger les faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière qui, pour des raisons locales, seraient accordées par la Lithuanie à des États limitrophes.

9. Tout différend sur l'interprétation, l'application et l'exécution du présent Arrangement qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale¹.

10. Les dispositions de cet Arrangement seront mises à exécution le plus tôt possible *dès que les formalités prescrites à cet égard par les lois constitutionnelles des deux Parties contractantes auront été accomplies*. L'arrangement continuera à être en vigueur jusqu'à la conclusion entre les deux pays d'un traité définitif de commerce et de navigation, étant toutefois bien entendu que chacune des deux Parties contractantes aura la faculté de dénoncer le présent Arrangement, qui alors demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de la date de dénonciation.

Veuillez agréer, Votre Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) GALVANAUSKAS,
*Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères.*

Son Excellence,
Monsieur Willem L. F. C. Chevalier DE RAPPARD,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Pays-Bas,
à Copenhague.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152 et vol. XXVII, page 416 de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF LITHUANIA.
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

KAUNAS, *June 10, 1924.*

YOUR EXCELLENCY,

It being the desire of the LITHUANIAN and the NETHERLANDS GOVERNMENTS to promote the development of commercial relations between Lithuania and the Netherlands, I have the honour to inform Your Excellency that the Lithuanian Government is prepared to grant, on condition of reciprocity and subject to restrictions mentioned in paragraphs 6, 7 and 8 of the present letter, to Netherlands nationals, to Netherlands commercial, industrial and financial corporations (joint-stock companies and other companies), including navigation companies, and to goods and other products of the soil and of Netherlands industry, in the Lithuanian territory, a treatment which shall be at least as favourable in all respects as that accorded or to be accorded to nationals, societies and products of the soil and of the industry of the most-favoured foreign country. This provision shall in no way restrict regulations in force in Lithuania regarding the delivery or the prolongation of visas, or affect Lithuania's right to refuse entrance or permission to reside for a long period in Lithuanian territory to persons who may be considered as undesirable.

(2) This treatment shall be accorded in all matters relating to the establishment of Netherlands citizens and corporations in Lithuania; the exercise of commerce, industries and professions, in all matters of commerce and navigation, as regards importation, exportation and transit, and in all that concerns Customs duties and formalities, commercial operations and the payment of taxes.

(3) Netherlands vessels shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Lithuania treatment not less favourable than that accorded or to be accorded to Lithuanian vessels or the vessels of the most-favoured foreign country, subject, however, to the right of the Lithuanian Government to reserve the coasting and internal trade to Lithuanian vessels.

(4) The Lithuanian Government further undertakes, on condition of reciprocity, to accord freedom of transit to persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails in transit to or from the Netherlands over Lithuanian territory, including territorial waters, and to treat them at least as favourably as Lithuanian persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails respectively, or those of any other more-favoured nationality, origin, importation or ownership as regards facilities, charges, restrictions and all other matters.

This provision, in so far as it relates to the free transit of goods, shall not in any way affect legal prescriptions relating to the transit of arms and war supplies.

(5) The Lithuanian Government further undertakes to apply the provisions of the present Arrangement, on condition of reciprocity, to the Netherlands Indies, Surinam, Curaçao, as well as to products of the soil and of the industry of these countries and to their citizens, corporations and vessels.

(6) It is understood that nothing in this Arrangement shall be held to confer any right or impose any obligation upon either Party which might be in conflict with any general international convention to which the Lithuanian or the Netherlands Government is, or hereafter may be, a party.

(7) The Netherlands may not, in virtue of the above provisions, claim the same privileges as those granted or to be granted by Lithuania to one of the Baltic States (Finland, Esthonia and Latvia) or to all three of these countries, so long as these advantages are not granted to a third State.

(8) The Netherlands may not claim such privileges with regard to frontier commerce, traffic and communications as may be granted by Lithuania to neighbouring States for local reasons.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(9) Any dispute which may arise between the High Contracting Parties in regard to the interpretation, application or execution of the present Arrangement, and which cannot be settled by diplomacy, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice¹.

(10) Effect will be given as soon as possible to this undertaking whenever the formalities laid down in regard to this matter in the constitutional law of the Contracting Parties have been completed. It will continue in operation until the conclusion of a definitive treaty of commerce and navigation between the two countries, subject, however, to the right of either Party at any time to give notice to the other to terminate the Arrangement, which shall then remain in force until the expiration of three months from the date on which such notice is given.

I have the honour to be, etc.

(Signed) GALVANAUSKAS,
*President of the Council,
Minister for Foreign Affairs.*

His Excellency

M. Willem L. F. C. Chevalier DE RAPPARD,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Netherlands at Copenhagen.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 17 H. 202.

KOVNO, le 10 juin 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS et LITHUANIEN désirant développer les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Lithuanie, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas est disposé à garantir, à la réserve des restrictions exprimées aux paragraphes 6 et 8 de la présente et à condition de réciprocité, aux ressortissants lithuaniens, aux sociétés lithuaniennes (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation, et aux produits du sol et de l'industrie de la Lithuanie, dans le territoire néerlandais un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui, accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé.

Cette disposition ne portera pas atteinte aux dispositions en vigueur dans les Pays-Bas en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas, ni aux droits des Pays-Bas de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés lithuaniens aux Pays-Bas ; l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit ; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales ; le paiement des impôts.

3. Les bâtiments lithuaniens jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales du Royaume des Pays-Bas d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments néerlandais ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée, le Gouvernement de la Reine se réservant toutefois le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments néerlandais.

4. Le Gouvernement de la Reine s'engage, en outre, à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers les Pays-Bas, y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant de ou destinés à la Lithuanie, et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc. un traitement au moins aussi favorable que

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304, Vol. XXIV, page 152, and Vol. XXVII, page 416, of this Series.

celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux néerlandais ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété plus favorisée.

Cette disposition pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises, ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

5. Le Gouvernement de la Reine s'engage de plus à appliquer dans les Indes néerlandaises, dans le Surinam et dans le Curaçao, à condition de réciprocité, les dispositions du présent Arrangement à la Lithuanie, ainsi qu'aux produits de son sol et de son industrie et aux ressortissants, aux sociétés et aux bâtiments lithuaniens.

6. Il est bien entendu que les dispositions du présent Arrangement n'accordent à aucune des Parties contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle le Gouvernement de la Reine ou le Gouvernement lithuanien ont adhéré ou adhérent à l'avenir.

7. Les Pays-Bas ne pourront par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que la Lithuanie a accordé ou accordera à l'avenir à un des États baltiques (Finlande, Esthonie, Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un État tiers.

8. La Lithuanie ne pourra pas exiger les faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière qui pour des raisons locales, seraient accordées par les Pays-Bas à des États limitrophes.

9. Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Arrangement qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

10. Les dispositions de cet Arrangement seront mises à exécution le plus tôt possible dès que les formalités prescrites à cet égard par les lois constitutionnelles des deux Parties contractantes auront été accomplies. L'Arrangement continuera à être en vigueur jusqu'à la conclusion entre les deux pays d'un traité définitif de commerce et de navigation, étant toutefois bien entendu que chacune des deux Parties contractantes aura la faculté de dénoncer le présent Arrangement qui alors demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de la date de dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) W. L. F. C. VAN RAPPARD.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
à Kowno.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NETHERLANDS LEGATION.
No. 17 H. 202.

KOVNO, June 10, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

It being the desire of the NETHERLANDS and the LITHUANIAN GOVERNMENTS to promote the development of commercial relations between the Netherlands and Lithuania, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands is prepared to grant, on condition of reciprocity, and subject to restrictions mentioned in paragraphs 6, 7 and 8 of the present letter, to Lithuanian nationals, to Lithuanian commercial, industrial and financial corporations (joint-stock companies and other companies), including navigation companies, and to goods and other products of the soil and of Lithuanian industry, in the Netherlands

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

territory, a treatment which shall be at least as favourable in all respects as that accorded or to be accorded to nationals, societies and products of the soil and of the industry of the most-favoured foreign country. This provision shall in no way restrict regulations in force in the Netherlands regarding the delivery or the prolongation of visas, or affect the Netherlands right to refuse entrance or permission to reside for a long period in Netherlands territory to persons who may be considered as undesirable.

(2) This treatment shall be accorded in all matters relating to the establishment of Lithuanian citizens and corporations in the Netherlands; the exercise of commerce, industries and professions, in all matters of commerce and navigation, as regards importation, exportation and transit, and in all that concerns Customs duties and formalities, commercial operations and the payment of taxes.

(3) Lithuanian vessels shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of the Netherlands treatment not less favourable than that accorded or to be accorded to Netherlands vessels or the vessels of the most-favoured foreign country, subject, however, to the right of Her Majesty's Government to reserve the coasting and internal trade to Netherlands vessels.

(4) Her Majesty's Government further undertakes, on condition of reciprocity, to accord freedom of transit to persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails in transit to or from Lithuania over the Netherlands territory, including territorial waters, and to treat them at least as favourably as Netherlands persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails respectively, or those of any other more-favoured nationality, origin, importation or ownership as regards facilities, charges, restrictions and all other matters.

This provision, in so far as it relates to the free transit of goods, shall not in any way affect legal prescriptions relating to the transit of arms and war supplies.

(5) Her Majesty's Government further undertakes to apply the provisions of the present Arrangement, on condition of reciprocity, to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao, in the benefit of Lithuania, as well as to products of the soil and of the industry of Lithuania and to Lithuanian citizens, corporations and vessels.

(6) It is understood that nothing in this Arrangement shall be held to confer any right or impose any obligation upon either Party which might be in conflict with any general international convention to which Her Majesty's Government or the Lithuanian Government is, or hereafter may be, a Party.

(7) The Netherlands may not, in virtue of the above provisions, claim the same privileges as those granted or to be granted by Lithuania to one of the Baltic States (Finland, Esthonia and Latvia) or to all three of these countries, so long as these advantages are not granted to a third State.

(8) Lithuania may not claim such privileges with regard to frontier commerce, traffic and communications as may be granted by the Netherlands to neighbouring States for local reasons.

(9) Any dispute which may arise between the High Contracting Parties in regard to the interpretation, application or execution of the present Arrangement, and which cannot be settled by diplomacy, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

(10) Effect will be given as soon as possible to this Arrangement whenever the formalities laid down in regard to this matter in the constitutional law of the two Contracting Parties have been completed. It will continue in operation until the conclusion of a definitive treaty of commerce and navigation between the two countries, subject, however, to the right of either Party at any time to give notice to the other to terminate the Arrangement, which shall then remain in force until the expiration of three months from the date on which such notice is given.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. L. F. C. VAN RAPPARD.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs,
Kovno.

